

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet/août) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles né 285 – Février 2025

Jean, le mineur

Jean devient ouvrier.

La priorité : le salaire horaire.

Au travail en Flandre.

Un travail dangereux.

Dossier.

Audi-Forest. Un problème (du)
Capital...

Société

Lunch Garden en faillite

... ces géants de la tech américaine
qui prêtent allégeance

Vol vers la Lune : ...

A Mayotte, l'urgence est toujours
d'actualité

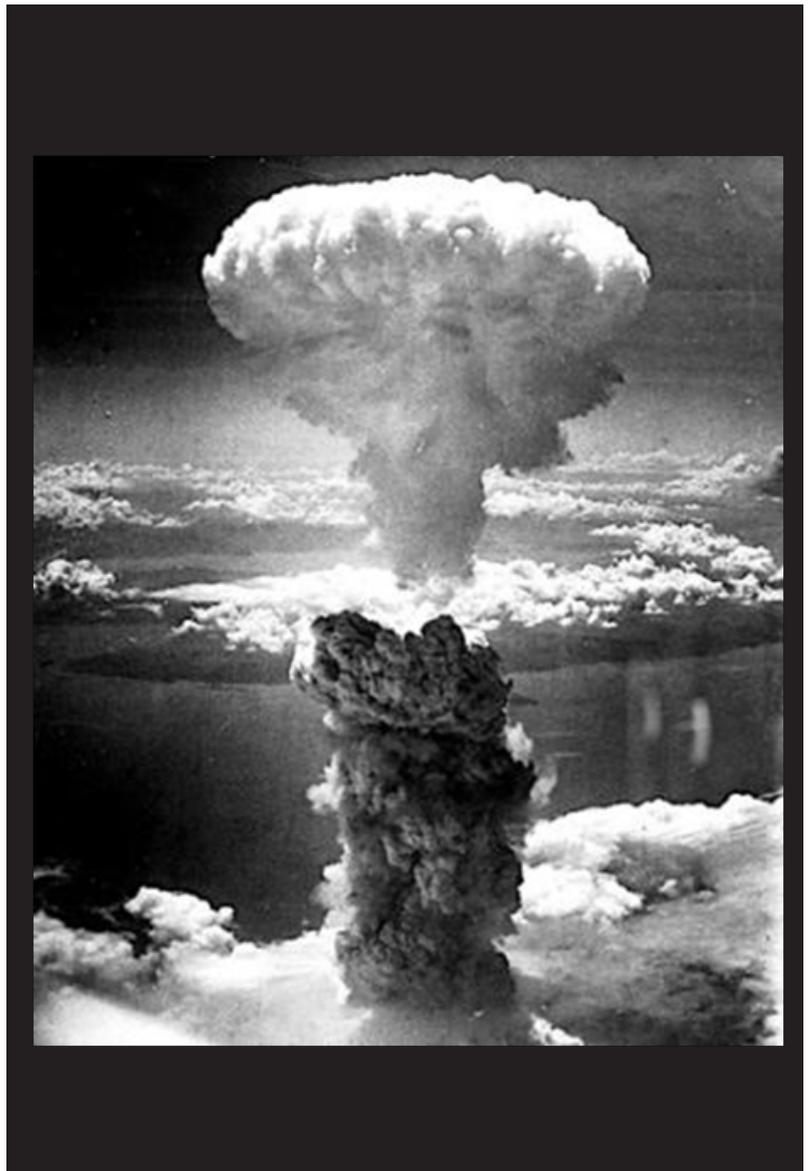
Histoire :

Ernest Burnelle

Lecture :

Un essai biographique détaillé et
précis.

Les billets de l'Humatinale



JEAN DEVIENT OUVRIER.

Le conducteur des mines qui m'a engagé s'appelait monsieur Libotte. J'ai commencé pour 14 francs au deuxième poste. Je fus envoyé dans une taille d'un bon mètre de hauteur. Je devais faire du remblayage. On faisait du stappe avec les terres appelées écailles qui se trouvent entre deux sillons de charbon. Le porion fut très content de moi et le deuxième jour, je lui ai demandé combien j'allais gagner. Il me répondit : « Ici l'âge ne compte pas. C'est selon le travail que vous faites et si vous continuez comme pour les deux premiers jours, vous recevrez plus de 30 francs par jour. » Je fus évidemment très satisfait de cette réponse inespérée.

Mon premier salaire me fut payé effectivement 38 francs chaque jour. Quelle joie pour moi et ma famille, j'avais 10 francs de plus qu'à Forchies par jour et en plus, le chemin du travail était beaucoup plus court. Mais le plus beau, c'est que mon salaire continua à d'augmenter.

Mes parents et mes frères ayant terminé leur saison de briques à Jumet sont tous rentrés en octobre 1938 à la maison. Mes frères Auguste et Joseph sont venus à la mine de l'Amercoeur. Auguste a commencé en tant qu'ouvrier à défaire les écailles sur le sillon dans la taille où je faisais le remblayage. J'ai donc pu lui apprendre comment faisaient les autres et il a eu droit aussi à un bon salaire. Si j'ai dû lui montrer le travail malgré qu'il était mon aîné, c'est

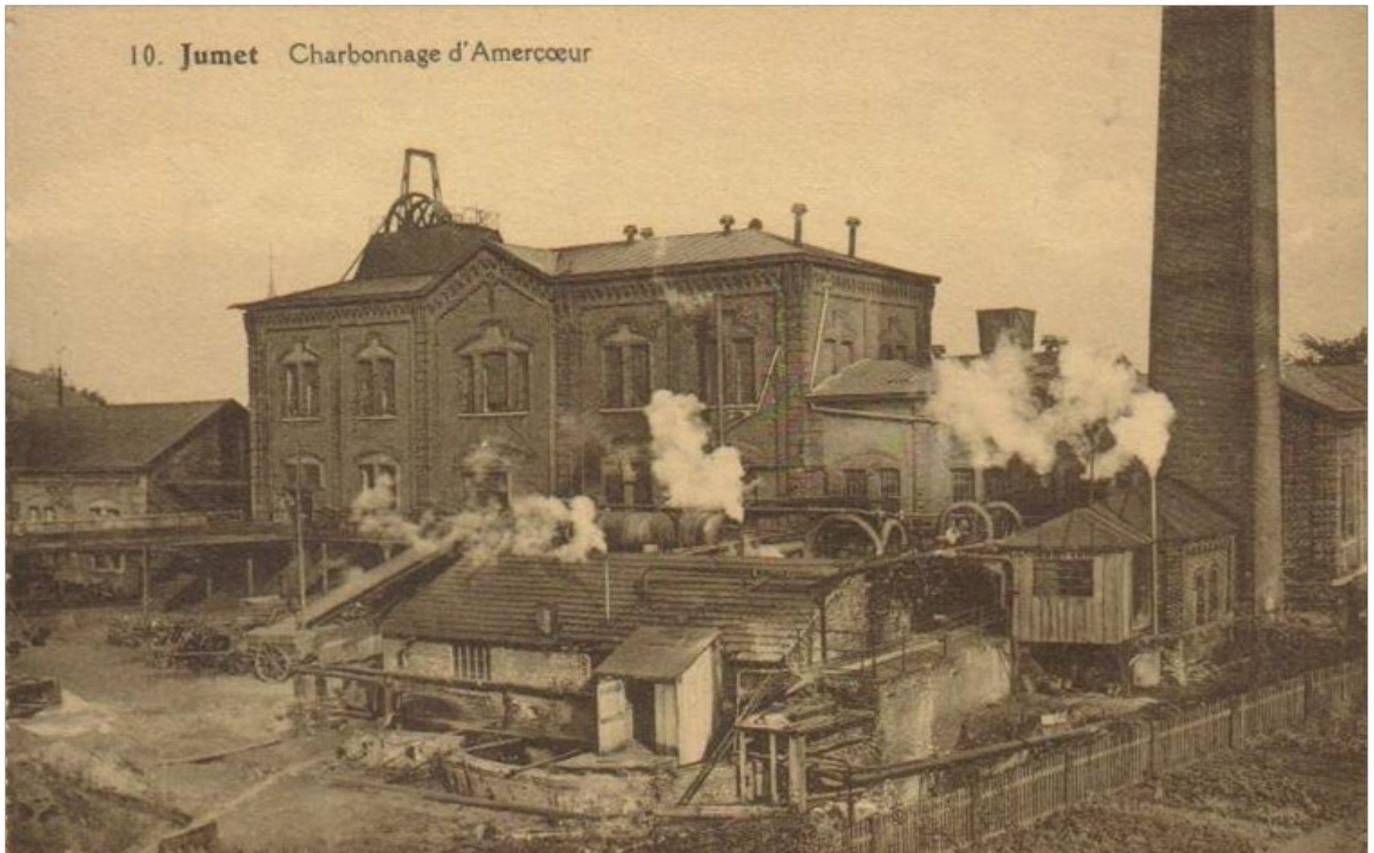
parce qu'il avait toujours travaillé avec les chevaux dans les galeries. C'était donc la première fois qu'il venait travailler dans une taille. Je l'avais presque forcé à s'engager comme ouvrier. Cela lui ferait un beau gros salaire

En février 1939, j'avais déjà reçu 44 francs par jour. Mais voilà que le chef porion passe avec le conducteur. Il me demande ce que je faisais à Forchies. Je lui répondis que je conduisais le cheval dans le trait. Le trait, en langage de mineur, c'est amener les chariots vides à la taille et les faire redescendre vers le puits étant remplis.

Alors le conducteur dit au chef porion : « Mais il faut justement un conducteur de chevaux à l'étage 320 ! » Le lendemain, on me dit : « Voilà, vous irez à l'étage 320. Vous prendrez le cheval Pierre et pas un autre. D'ailleurs le porion arrivera tout de suite et vous expliquera votre travail ».

Là, je devais prendre des chariots de terre et les conduire à la taille pour faire le remblai et remonter les chariots vides vers le puits. Aussi, je devais descendre des bérottes. Une bérotte, c'était un châssis sur 4 roues et on y plaçait les bèles d'une longueur de 3 m ainsi que les longs bois pour étançonner la voie au pilé.

J'étais très ennuyé car le cheval était très difficile. Plusieurs fois, j'ai dû aller le récupérer à l'écurie. Un jour, mon pied est resté coincé dans un aiguillage et



Nouvelles

j'ai eu le pied tordu, une foulure de la cheville mais pas cassé. On m'a conduit au dispensaire du Sacré Français ensuite chez moi. Mes parents ont eu peur. À la suite de cet accident, je travaillais au poste de nuit. Voilà ce qui s'est passé : comme j'avais beaucoup de mal avec ce cheval très difficile, j'en avais parlé à Monsieur Libotte. Alors il m'a proposé de venir au 3^{ème} poste et j'ai accepté. Mon frère Auguste quant à lui, est resté au deuxième poste.

Au troisième poste, on me mit comme manœuvre à la taille. Je servais un ouvrier en bois et je le dégageais de son charbon car il faisait le sillon. Il fallait remplir le charbon et placer les tôles qui servent à le faire glisser vers la trémie. Cet ouvrier s'appelait Paul Constant. C'était le frère du chef porion Paul Jean. Tout de suite, il m'a conseillé d'acheter une hache et m'a appris à étançonner, à couper les bois, à faire les teints. Un teint, c'est façonner la tête du bois de manière à ce qu'elle puisse glisser en-dessous de la bèle.

Tout de suite, je devins donc jeune ouvrier. Je suis placé un peu plus bas dans la même taille. On me donna pour commencer 4 bèles à faire le sillon. 4 x 3 m = 12 m de sillon de beau charbon. On pouvait faire de belles grosses gaillettes. En plus, j'étançonuais.

Le sillon avait une épaisseur de 40 à 50 cm. La largeur de l'havée avait un mètre 60. Je suis placé entre deux bons ouvriers. L'un s'appelait Edmond, l'autre Jean-Baptiste. Le premier était surnommé Banane parce que chez lui, c'était un petit magasin de fruits et légumes. Le second, on l'appelait Papa Jean parce que son manœuvre ? c'était son fils. À ce moment, j'avais 17 ans et je recevais 56 francs par jour. J'en ai gardé les preuves parce que je possède toujours mes carnets de salaire.

Et c'est à cette époque que mon frère Pierre est venu commencer à la mine au poste de nuit. Il était le manœuvre de Paul, cet ouvrier qui m'avait appris à boiser. Pour lui, c'était donc bien car nous étions toujours ensemble.

Stappe : pilier utilisé pour soutenir la toiture d'une galerie minière.

La priorité : le salaire horaire.

Malheureusement, une nuit, mon frère Pierre était descendu plus bas dans la taille avec d'autres manœuvres pour placer les bois et les « sclimbes » ou « lambordes » entre les piles de bois. Ce travail terminé, il devait revenir auprès de son ouvrier mais celui-ci était revenu dans la voie que l'on devait miner. Mais Pierre n'était pas prévenu et ne se trouvait qu'à quelques mètres de la voie lorsqu'on a miné. Il fut projeté dans les couloirs mais Émile ne fut heu-

reusement pas trop blessé. Mais il fut pris une très grande peur.

Pierre avait toujours peur le matin en rentrant chez nous. Lorsque maman nous appela, il faisait même de la fièvre et il resta 8 jours au lit. Il ne voulait plus revenir à la mine. Mais voilà, devant le besoin d'argent de mes parents pour faire vivre la famille, il fut bien forcé d'y revenir. Certains ouvriers nous ont dit : « Vos parents sont des abrutis de renvoyer cet enfant à la mine ! » car l'on voyait bien que Pierre était craintif et n'osait plus se déplacer seul dans la mine. C'est pourquoi en septembre 1944, il se porta volontaire de guerre pour ne plus descendre au fond de la mine.

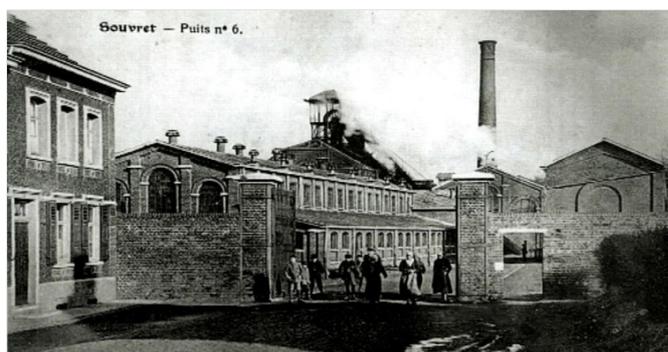
Donc, nous étions au début de 1939 et j'étais promu jeune ouvrier. Et le plus important pour moi et ma famille, c'était le salaire. Je suis alors payé à 36 francs par jour. Je me souviens quand j'ai remis mon premier salaire aux parents, mon père me dit : « Tu es payé comme un homme. »

À ce moment, mes parents ont été prévenus que la maison que nous occupions étaient vendue. Maman se mit donc à la recherche d'une autre habitation. Elle en a reçu une dans la rue de Binche appartenant à la commune.

Le 31 mars, nous partions habiter le 90 de la rue de Binche. Nous étions un peu éloignés de notre travail. C'est avec l'aide de Monsieur Henri Glineur et de du Bourgmestre de Courcelles que nous fûmes relogés deux pièces bas et deux chambres pour 10 personnes.

Au charbonnage, au bout de quelques semaines, on me donna une bête en plus et je fus payé à 58 francs 50. Et ça continue car d'après mon carnet de salaire, je vois que j'ai reçu ce salaire jusque fin octobre. Et en décembre et novembre 1938, j'ai été payé à 62,40 FB. Ce dont je me souviens, c'est que j'avais encore reçu une bèle et même deux en plus. A ce moment, on m'avait donné un manœuvre, le fils de « papa Jean ». Ensuite, j'eus mon frère, Pierre comme manœuvre. J'avais 18 ans et Pierre en avait 16

Me voilà donc bien installé comme ouvrier. Il le fallait surtout que mon frère Joseph devait rentrer à



l'armée pour faire son service militaire le 1er avril, juste le lendemain de notre déménagement à la rue de Binche. Et en avril, au travail je fais le même nombre de mètres qu'un adulte et je suis payé 67 francs par jour. Mon dernier salaire au mois mai 1940 quand nous dûmes évacuer était arrivé à 70 francs. Nous sommes partis en France le 12 mai avec les hommes de 16 à 35 ans.

Je rentre de France le 14 août et le lundi 19, je reprends le même travail avec mes frères Pierre, Auguste et Joseph. Nous sommes occupés tous les quatre au poste de nuit. Mon salaire est le même qu'au mois de mai soit 70 FB par jour et j'obtiens 350 kg de charbon par mois puisque je suis devenu chef de ménage car papa est toujours inapte.

Donc la vie continue comme avant le 10 mai 1940. Pour notre travail, c'est la même chose mais en allant danser au salon « le Ballon » et au « Casino », j'ai rencontré une personne qui allait devenir une amie.

Son père était aussi mineur de fond occupé au 6 Périer à Souvret. Il m'a entraîné à sa suite, prétextant que je gagnerais plus. Je l'ai donc écouté et je me suis engagé le 7 octobre 40 et je commençais au 6 Périer. Mon parrain et le frère de mon père y travaillaient déjà. Mais étant donné que j'avais moins de 21 ans, on me payait moins qu'à l'Amercoeur, donc moins qu'un ouvrier adulte.

Les ouvriers de ma taille m'ont accompagné chez l'ingénieur pour lui dire que je faisais le même travail qu'eux et que j'avais donc droit au même salaire. Celui-ci répondit que non car je n'avais pas 21 ans. Les ouvriers me conseillèrent de reprendre mon livret de travail ce que je fis le 14 janvier 1941 et je retournai à la l'Amercoeur.

Je ne me suis jamais plu au 6 Périer car les porions étaient grossiers, très grossiers même et il fallait courir d'une taille à l'autre pour se procurer des bois de soutènement. On m'y envoya d'ailleurs dans une taille où il y avait eu un coup d'eau quelques jours plus tôt car on y avait retrouvé des vêtements, des souliers et des sabots. Je crois qu'il y avait eu des morts dans cet accident. Pour moi le 6 Périer, c'est le plus sale charbonnage que j'ai connu de ma vie de mineur sur les 6 puits où j'ai travaillé.

Donc je suis retourné à l'Amercoeur où j'ai repris mon travail d'avant mon départ. Ce fut ma chance.

Au travail en Flandre.

Pour mes parents, le plus dur, c'était de trouver de la nourriture. Je suis allé plusieurs fois à la douane française acheter de la farine avec mes amis. Mais



voilà, nous ne savions pas en acheter suffisamment pour notre famille. Au mois de mai, des affiches furent placées au charbonnage : « Si nous allions travailler en Campine, nous recevions un double ravitaillement. »

Comme mon père était de nouveau malade, il avait été placé dans un sanatorium. Maman lui rendit visite et revint en disant : « Là-bas, on mange bien et le fermier voisin de lit de papa nous conseilla d'aller travailler en Campine. » Alors, avec mes frères Joseph et Pierre, je suis parti m'engager à Beringen. Nous avons commencé le travail là-bas, le 4 juin 1941.

Comme souvenir, pour notre premier jour, nous étions dans une taille de 2 m d'ouverture. Les ouvriers plus bas que nous ont eu une poussée de gaz. Les bois et les bèles ont commencé à tourner. Un chef porion nous a demandé si nous pouvions consolider pour éviter un éboulement ce que nous fîmes et ce qui nous valut d'être bien payés.

À ce moment, il y avait encore assez de porions, de chefs porions, de conducteurs et d'ingénieurs wallons. C'est pourquoi nous nous sommes bien plu d'autant plus que nous recevions du pain, des pommes de terre et que nous pouvions aussi aller chez les fermiers en Hollande.

Au travail, nous étions toujours ensemble mes frères et moi. Joseph qui était marié nous a cependant quittés et c'est mon frère Auguste qui est venu le remplacer.

Malheureusement, le vendredi 13 février 1942, je fus pris dans un éboulement et je suis resté 4 mois dans un hôpital à Heusden et 2 mois à la clinique du docteur Stassen de Montegnée (Liège).

On m'avait envoyé là-bas pour me placer des greffes de peau au coude et un peu après, j'ai pu reprendre mon travail. Comme nous étions toujours ensemble, mes frères Auguste et Pierre m'ont beaucoup aidé.

Nouvelles

En 1943, on nous a amené des prisonniers russes. Nous avions 5 hommes chacun. Les Russes abattaient le charbon et nous les Belges, nous devions étançonner et veiller à la sécurité.

Un jour, les Russes qui étaient contents de la défaite allemande à Stalingrad se sont mis à danser. Mais un ingénieur nous a traités de saboteurs et le lendemain, mes frères et moi, nous fûmes envoyés dans une petite taille 0,6 m, à l'antracite comme punition

Et ce même jour, il s'est produit un coup de flamme à la taille où nous étions occupés avec les Russes. Ils furent gravement brûlés et plusieurs en sont morts. Notre punition nous a donc sauvé la vie à tous les trois mais aussi des moniteurs belges furent brûlés dont le porion et le chef porion.

Puis vint la libération. Mes frères sont partis. Moi j'ai connu Josée. On s'est marié et je suis resté seul à Beringen

Un travail dangereux.

C'était bien dur de me retrouver seul au travail. Mais voilà, on m'a mis avec De Witte, un Flamand qui parlait bien le français et ensemble nous allions d'une taille à l'autre pour réparer les éboulements. Nous

étions bien payés. Mais voilà, j'ai eu un furoncle sous le bras droit. Je suis resté plusieurs semaines à la maison puis j'ai repris le travail mais ne sachant pas me servir d'un marteau pique, on m'a mis comme manœuvre à 60 % sur un nouveau numéro 72 au niveau 889. Là, j'ai eu un grave accident.

Mais revenant au jour où j'ai repris le travail, on m'a mis comme manœuvre avec un ouvrier dont j'ai oublié le nom. Ce que je sais, c'est qu'il est le père de 8 enfants. Il était ouvrier raccommodeur. Nous réparions les galeries. C'était un très bon travail qui s'effectuait avec des claveaux en béton. Mais un jour, le conducteur, un Wallon, monsieur Marc Maloteau m'a demandé si je voulais être manœuvre à bouveaux à 60 % des ouvriers. Je gagnerais presque autant qu'un ouvrier abatteur de charbon. Malheureusement, j'ai eu un grave accident au mois d'octobre 1940.

En juillet 1945, ayant droit à une semaine de congé, nous sommes revenus chez mon parrain et ma marraine. Ils étaient occupés à tamiser sur le terril du Nord à Courcelles. Nous les avons accompagnés. Josée et moi, nous sommes restés une semaine en plus car on gagnait pas mal d'argent. J'avais envoyé un certificat médical à la mine de Béringen pour justifier mon absence.

J'ai eu mon accident quelques jours après avoir re-



pris le travail. Je suis tombé dans le radier du bouveau avec l'autre manœuvre. On m'a remonté gravement blessé d'un enfoncement du bassin et d'un écrasement de la colonne vertébrale.

J'étais à la surface lorsque j'ai entendu le docteur dire à ceux qui me portaient : « Mettez-lui la tête en haut. Il vit encore. » On est allé chercher mon frère Georges qui travaillait à la surface. Il est venu me voir à l'infirmerie. On lui a demandé d'aller prévenir mon épouse car on allait me conduire à l'hôpital de Heusden.

J'y suis resté quatre semaines. J'ai demandé à rentrer chez moi ce qui fut fait mais 4 jours après, je devais passer la visite au dispensaire et le docteur me fit reprendre le travail

Je marchais avec deux cannes. Je suis allé voir l'ingénieur en chef au bureau. C'était un Wallon. Monsieur Forthomme eut un entretien avec le docteur. Il m'avait dit : « Ce n'est pas possible ! » Il était redescendu voir le docteur. Quand il est revenu il m'a dit : « C'est incroyable. Je ne peux rien faire car c'est vous qui avez voulu quitter l'hôpital. »

Alors il a appelé monsieur Maloteau, conducteur des travaux préparatoires et responsable des locomotives au fond. C'est ainsi que j'ai eu un bon travail. J'étais assis dans une niche à la chambre de travail d'envoyage au niveau 889 J'actionnais un treuil pour tirer les chariots de terre pour former des rames qui étaient conduites à fond de taille pour remblayer.

Un jour, Marc Maloteau m'a demandé si je voulais devenir machiniste loco. J'ai accepté et j'ai appris à conduire et je devins machiniste loco.

Comme les traîtres au pays étaient condamnés, ils pouvaient descendre dans la mine au lieu d'aller en prison. Mais pour ne pas les mêler aux ouvriers libres, ils venaient une heure plus tard. Alors je formais un train et je les conduisais à la taille. Ce travail me plaisait fort bien et n'était pas trop fatiguant pour mes blessures.

À suivre

Jean, le mineur

DOSSIER.

Audi-Forest. Un problème (du) Capital...

Fin novembre de cette année, la nouvelle a secoué le pays. Audi-Forest devait cesser sa production le 28 février 2025. 3000 salariés, compte non tenu des sous-traitants, restaient sur le carreau. Un grand

nombre d'entre eux pourra retrouver un emploi en Flandre. Toutefois, ce ne sera plus aux mêmes conditions de rémunération, lesquelles étaient plus intéressantes dans l'industrie automobile. Il est vrai que dans ce secteur, l'intensité des rythmes de travail contribue à une forte sujétion comportant des risques de stress et de dégradation de la santé mentale.

En tout cas, c'est une page d'histoire qui se tournait en région bruxelloise. Pour information, Volkswagen, qui appartient au groupe VAG tout comme Audi, avait commencé ses activités sur le site de Forest dès 1949. A l'origine, celui-ci appartenait au groupe D'Ieteren. Il a été racheté par VW en 1970 alors que l'usine forestoise venait de produire sa millionième Coccinelle.



Premières secousses

A cette époque encore bercée par l'optimisme des Golden Sixties, la demande des consommateurs pour l'automobile était en pleine croissance. Voilà pourquoi VW entendait multiplier par deux la production de ce qui était à l'époque VW Forest. Au milieu des années 2000, le groupe allemand a dû affronter une situation aux antipodes des années 1970. Les heures fastes du marché automobile à l'ouest du continent européen étaient désormais révolues. Les usines du groupe Volkswagen AG ne tournaient alors plus qu'aux trois quarts de leurs potentialités depuis quelques années. La concurrence vit une situation analogue. La vente de nouvelles voitures ne permet plus de nourrir la croissance de la production tant et si bien qu'une partie des sites de production est excédentaire. On parle, dans ce cas, de surcapacités.

Cette question des surcapacités n'est pas dénuée d'idéologie en arrière-plan. En effet, même si le marché automobile était effectivement moins dynamique chez nous, le groupe VAG dégagait du bénéfice. Ce n'est évidemment pas un détail.

VW-Forest connaît une période difficile à cette époque. L'usine de Forest cède alors la production la

Golf, soit le modèle-phare de VW, aux sites allemands du groupe. Le scénario de Renault Vilvoorde est encore dans toutes les têtes en Belgique. Les travailleurs du site belge de Volkswagen se mobilisent et le personnel politique monte également au créneau. Il est vrai que si la chaîne VW fermait à Forest, tout le paysage industriel du sud de Bruxelles trinquerait. En effet, en comptant les emplois indirects, la CSC Metal redoutait une perte 13.000 emplois au total. Très pragmatiquement, le gouvernement Verhofstadt mettait en place un plan de réduction des cotisations de sécurité sociale destiné à maintenir une activité de production automobile à Forest. Le « coût du travail » (air connu) était alors envisagé comme seule explication aux déboires de VW Forest.

Pour l'heure, retenons qu'à cette même époque, Audi, une autre marque du groupe VAG, est désireuse de commercialiser une petite voiture Premium (en l'occurrence, l'Audi A1) destinée aux classes moyennes supérieures urbaines (comme BMW le faisait avec la Mini depuis la fin des années 1990). Le plan de réduction des cotisations sociales mis sur la table va alors amener Audi à reprendre le site de Forest. La presse patronale se montrait particulièrement dithyrambique .

La réalité était cependant un tout petit peu moins rose. Les syndicats avaient le couteau sur la gorge. Outre le soutien au groupe allemand mis en œuvre par le gouvernement, la politique de réduction des coûts comprenait également un allongement de la durée du temps de travail de 35 à 38 heures sans augmentation salariale à la clé ainsi qu'une flexibilisation renforcée de l'emploi. Retenons pour l'heure que la réponse à la crise correspondait, dès cette époque, à une baisse du salaire horaire. Pour autant, l'emploi n'était pas du tout sauvé sur le site bruxellois de VAG. En effet, le passage de la production de la Golf à l'Audi A1 correspondait à une vilaine réduction de la voilure à Forest et se soldait par la suppression de 3.000 emplois (sur près de 6.000) mais l'usine était (provisoirement) sauvée.

On notera avec le plus grand intérêt que le groupe VW avant la grande restructuration à Forest opérée en 2006 dégagait un profit de 2 milliards d'euros. Si l'on rapporte ce bénéfice aux actifs fixes de l'entreprise (c'est-à-dire l'équipement, terrains compris, nécessaire à la production), on peut déterminer le taux de profit du groupe VAG. Il s'élevait à cette époque à 10,17% . Pour la petite histoire, le taux de profit moyen entre 2000 et 2005 du groupe VAG a été de 6,796% . La restructuration a plus que vraisemblablement porté ses fruits. En effet, on note que le taux de profit moyen entre 2007 et 2017 s'est élevé à 12,356%. Le relèvement est spectaculaire . On précisera de surcroît que cette moyenne intègre deux années très particulières. D'une part, on retrouve les données comptables de 2009, c'est-

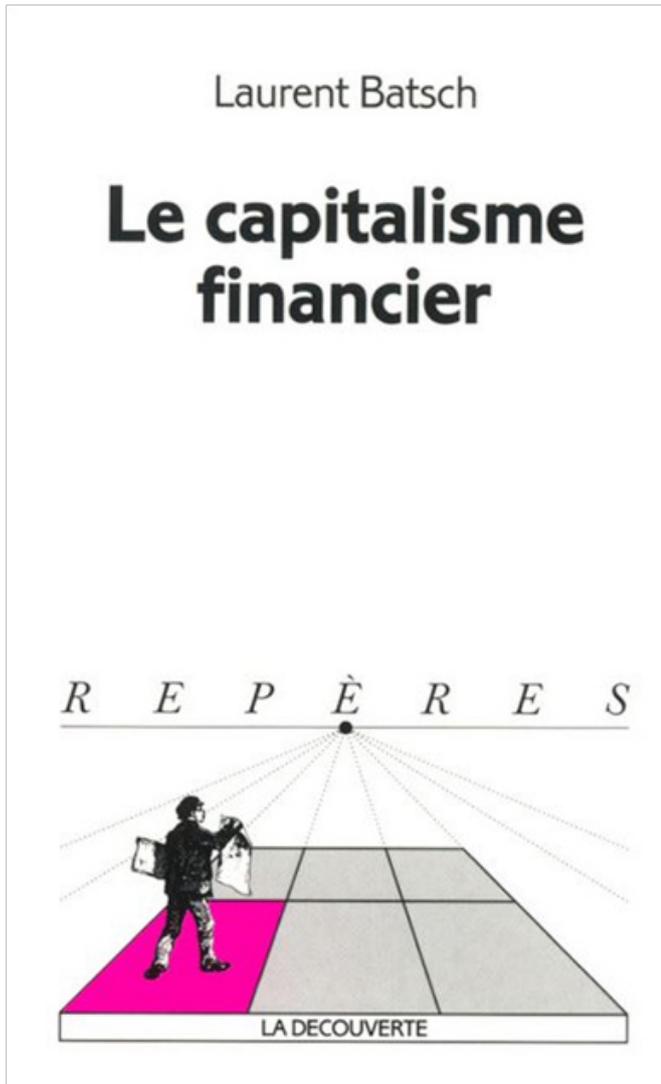


à-dire l'année de la Grande Récession, qui a vu le taux de profit de VAG Group descendre en deçà de 3% alors que le monde se débattait avec les conséquences désastreuses de l'explosion de la bulle des subprimes aux Etats-Unis. Ensuite, il ne faut pas oublier qu'en 2015, le groupe a perdu de l'argent. A cette époque, il a dû faire face aux conséquences du « dieseldate » quand il a été prouvé que VW avait menti au sujet du niveau réel d'émissions polluantes de ses véhicules. Plus de 16 milliards d'euros ont été provisionnés pour faire face au paiement des amendes. Il en a résulté une perte pour l'exercice 2015 de 1,4 milliard d'euros.

Face à ces chiffres, on ne tirera pas un grand coup de chapeau à la firme Audi quand elle a investi 300 millions d'euros dans le but de rénover le site de Forest. Cet investissement avait, en effet, pour but d'accroître la productivité des travailleurs mais ces derniers n'ont guère été récompensés pour cette amélioration de la performance de l'entreprise. Etant plus productifs, ils produisaient plus et mieux par heure travaillée mais comme nous l'avions noté, le salaire par heure travaillée avait baissé. Le Capital gagne des deux côtés quand il se livre à ce type de stratégie. Pas étonnant, dans ces conditions, que la rentabilité du groupe ait été vigoureusement relevée . Cette description au niveau de l'entreprise des premières mesures antisociales chez VAG doit nous conduire à nous interroger à un niveau plus macro davantage systémique.

Le capitalisme financier.

Quelque chose s'est donc produit à l'intérieur du capitalisme pour que ce qui passait, il y a trente ans, soit aujourd'hui présenté comme un cataclysme digne des dix plaies d'Egypte, spécialement dans les médias mainstream ? Il faut pour répondre à cette question évoquer le retour en force de l'actionnaire dans la définition des stratégies d'entreprise. C'est cette mutation qui permet d'expliquer pourquoi des objectifs très élevés de rentabilité à court terme, les délocalisations, la mise en concurrence des travailleurs et le dumping social sont devenus une norme



de fonctionnement au quotidien du capitalisme contemporain.

Cela ne fut pas toujours le cas. Entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1980, le capitalisme se caractérisait par une dynamique différente. On parlait à cette époque de compromis social-démocrate à l'intérieur des entreprises. Les managers étaient la pierre d'angle de cet agencement particulier des rapports sociaux de production. A cette époque, les propriétaires des entreprises avaient renoncé à une partie de leurs prérogatives, précisément à l'avantage des managers. La pression du capital financier sur le capital industriel était alors moindre qu'aujourd'hui. Il faut interroger l'histoire de cette évolution du rapport de forces interne aux classes dominantes qui a débouché sur une modification fondamentale de la gouvernance des entreprises.

La fin des années 1960 se caractérise par une baisse des taux de profit. C'est une donnée évidemment négative mais cette dégradation reste latente jusqu'au moment où éclate la crise pétrolière. Le choc pétrolier fait grimper le coût de la vie.

Il en résulte une montée de la conflictualité sociale. Les augmentations salariales arrachées à l'occasion des luttes ouvrières se traduisent pas des augmentations des prix de vente pour maintenir la rentabilité des entreprises et ces dernières de nourrir en retour des revendications salariales. L'inflation est autoentretenu à cette époque.

Le retour en force du capital financier dans la conduite des entreprises va s'exercer via la libéralisation financière, à comprendre comme libéralisation des mouvements de capitaux. Celle-ci prend place dans les années 1970-1980 et diffuse progressivement ses effets au sein des entreprises au cours des années 1990. D'un point de vue pratique, elle correspond au passage d'un système régulé par le politique contrôlant les mouvements de capitaux à une architecture financière internationale caractérisée par l'autorégulation des marchés et la garantie de liberté de circulation des capitaux. Le corolaire de cette libéralisation a consisté pour les banques centrales à accentuer la lutte contre l'inflation de manière à garantir la rentabilité des placements financiers. Cette pression renforcée du capital financier s'est accompagnée d'une augmentation du niveau des taux d'intérêt réels. Il en a résulté une augmentation du chômage qui a fini par discipliner le collectif des travailleurs. La formation du profit était alors assurée institutionnellement.

Les entreprises ont alors dû faire face à une pression accrue des actionnaires. La logique de gestion des grands groupes, d'industrielle, est devenue davantage financière. On est passé d'un système régulé par les gouvernements via le contrôle des mouvements de capitaux à un système centré par les marchés financiers. Cette fluidité accrue a relancé les taux de profit en permettant une baisse à la pression des salaires, laquelle résultait précisément de la mise en concurrence des travailleurs, des Etats et des sites de production. Pour revenir à l'exemple de VAG, l'impact de la libéralisation financière se marque par l'importance croissante dans le capital de la firme d'actionnaires liés à la finance de marché.

C'est ainsi que la catégorie des investisseurs institutionnels étrangers représentait 20% de l'actionariat de VAG. Pour information, les investisseurs institutionnels désignent des entités qui collectent l'épargne des particuliers et la placent sur les marchés. Les fonds de pension et les compagnies d'assurance appartiennent à cette catégorie. En outre, 24,1% du capital appartient à des actionnaires privés. On retrouve également 2,2% du capital de VAG entre les mains d'investisseurs institutionnels allemands. Au total, la finance de marché dispose de 44,3% de VAG Group. Face à cela, la Porsche Automobile Holding (propriété des familles fondatrices Piëch et Porsch) détient 31,9% du groupe contre

n'a donc pas cours à Pékin . Dans ces conditions, ce n'est peut-être pas un hasard si la Chine se caractérise par un haut niveau d'investissement. En fait, le pays détient le record mondial en la matière avec 42% du PIB en 2022 (soit 16 points de pourcentage de plus que la moyenne mondiale) .

Evitons, dès lors, tant le « solutionnisme » des petites recettes improvisées sur un coin de table que le volontarisme naïf pour ne pas dire niais. Face à des mastodontes comme la Chine, l'Inde ou les Etats-Unis, une politique industrielle conçue à la seule échelle de la petite Belgique n'a aucune chance de fonctionner. C'est le niveau européen qui devrait s'impliquer sur ce front. Il en résulterait de belles opportunités de réindustrialisation pour la Wallonie. Hélas, jusqu'à présent, la Commission européenne continue à miser sur la libéralisation financière .

Sauf prise de conscience urgente, l'industrie européenne risque donc de connaître encore bien des déboires. Et Audi Forest n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. C'est ainsi que de nombreuses entreprises belges préparent des plans de licenciements et de réorganisation de procès impliquant la suppression de dizaines de milliers d'emplois. Un travailleur averti en vaut deux .

SOCIÉTÉ

Lunch Garden en faillite : 300 travailleurs sur 600 sauvés, 42 restaurants sur 62 repris

Un conseil d'entreprise extraordinaire. a annoncé son dépôt de bilan. En amont, l'entreprise a cherché et trouvé un repreneur pour une partie de ses activités : CIM Capital, un fonds anversois.

Le nouvel actionnaire, CIM Capital, relancerait 42 restaurants sur les 62 actuels. La moitié des travailleurs de Lunch Garden, soit 300 sur 600 (franchisés non inclus), ne feraient plus partie de l'avenir de la chaîne de restauration, a indiqué lundi à Belga le



CEO Stephan Brouwers. Il n'y a encore aucune certitude concernant les restaurants indépendants.

Le fonds anversois CIM Capital et le curateur se rencontreront ce lundi après-midi. «Nous sommes dans la dernière ligne droite pour parvenir à un accord entre l'investisseur et le curateur», a déclaré Stephan Brouwers. «Il est encore trop tôt pour obtenir plus de clarté, mais nous avons explicitement l'intention d'informer d'abord notre personnel.» Le CEO a précisé que l'intention de l'investisseur est de conserver le concept Lunch Garden et de le relancer avec les activités viables. «L'investisseur est convaincu de maintenir la position unique de Lunch Garden sur le marché belge», a-t-il souligné.

La direction indique dans un communiqué «être consciente de l'énorme impact sur le personnel». «C'est une décision extrêmement difficile, mais c'est la seule manière d'assurer un avenir durable et de conserver le maximum d'emplois.»

L'entreprise a connu des années difficiles dernièrement, peinant notamment à se remettre de l'impact financier des fermetures obligatoires liées à la pandémie. Les fermetures obligatoires durant la pandémie de Covid-19 ont eu un «impact financier profond qui se fait encore sentir». Certains sites ont tiré vers le bas les performances de l'ensemble de la chaîne, et les coûts ont augmenté en raison de l'inflation et d'indexations élevées.

Bien qu'il y ait eu «une tendance positive du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation» ces deux dernières années, «elle s'est avérée insuffisante pour supporter les investissements nécessaires», a ajouté Lunch Garden. L'actionnaire ICG a donc dû continuer à injecter de l'argent, ce qui n'était plus viable. Lunch Garden espère être relancée le plus rapidement possible, «peut-être dès aujourd'hui»

Déception, inquiétude et colère du côté des syndicats et du personnel

«C'est le désarroi, la stupéfaction», a résumé, à la sortie du conseil d'entreprise extraordinaire, Stéphane Piron, secrétaire fédéral du Setca. Bravant le froid glacial, deux employées de Lunch Garden fument une cigarette devant le siège de l'enseigne. «Cela fait 41 ans que je suis chez Lunch Garden. J'y ai commencé comme étudiante. On a des clients qui pleurent», confie l'une d'elles, émue, alors que la presse a bruisé tout le week-end de rumeurs de faillite de l'enseigne bien connue des Belges. À ses côtés, une collègue fond en larmes. Pour les travailleurs concernés, dont certains sont actifs chez Lunch Garden depuis des décennies, c'est comme si la vie s'arrêtait, confirme Stéphane Piron, la mine défaite.

La faillite de l'enseigne, qui doit en principe être pro-

noncée ce lundi, entraînera dans un premier temps le licenciement de tous les travailleurs. Sur la soixantaine de restaurants que compte actuellement Lunch Garden, 39 sont des restaurants gérés en propre par le groupe et 22 sont des franchisés, le dernier est un Bistro Garden.

Au total, une petite vingtaine de restaurants (six en propre et 13 franchisés) devraient fermer définitivement leurs portes. A cela s'ajoute la franchisation prévue d'une petite dizaine de restaurants jusqu'ici en gestion propre. Selon le CEO, Stephan Brouwers, environ 300 travailleurs sur les 600 de l'enseigne, franchisés non inclus, pourraient espérer garder leur emploi. «Mais cela se fera avec une autre manière de travailler et selon des conditions de travail différentes. Seulement 70% du personnel conserverait son emploi dans les restaurants qui seront repris», souligne Sandra Antenucci, secrétaire permanente pour la CSC Alimentation et Services.

Au sein des franchisés appelés à poursuivre leurs activités, les pertes d'emploi atteindraient 50% du personnel.

Autre mauvaise nouvelle pour les travailleurs : les primes de fin d'année et les salaires du mois de janvier, malgré les promesses de la direction, ne seront pas payés prochainement. «Cela n'arrivera que dans plusieurs mois et via le fonds de fermeture d'entreprise», a encore déploré Stéphane Piron.

La procédure dite de «faillite silencieuse», à laquelle la direction de Lunch Garden a recouru pour dénicher un repreneur, ne passe pas non plus auprès des représentants des travailleurs. «Nous sommes mis devant le fait accompli. Cela met complètement hors-jeu les organisations syndicales», dénonce Sandra Antenucci. Un sentiment d'impuissance et d'injustice partagé par son collègue du Setca : «nous n'avons pas pu faire valoir nos arguments pour essayer de réduire le nombre de licenciements».

La plupart des restaurants Lunch Garden sont fermés ce lundi. Leur réouverture dépendra notamment du curateur, qui sera nommé dans la foulée de la faillite, et du repreneur pressenti, le fonds anversois CIM Capital. Quant aux syndicats, ils consulteront le personnel des restaurants dans les prochaines heures

RTBF.BE

Ces géants de la tech américaine qui prêtent allégeance à Donald Trump

Le patron de Meta, qui possède entre autres Facebook, annonce la fin du fact-checking sur ses plateformes. Marc Zuckerberg explique qu'il veut se débarrasser de

ce programme, pour le remplacer par de simples notes laissées par d'autres utilisateurs, comme ce qui se fait sur le réseau X d'Elon Musk. Une décision qui fait réagir abondamment les éditorialistes.

Mark Zuckerberg a retourné sa veste

«Le fondateur de Facebook a retourné sa veste», écrit Dorian de Meeûs dans La Libre. «Il est loin le temps où Mark Zuckerberg bloquait le compte de Donald Trump et ses appels à la violence». «Sous couvert de défendre la liberté d'expression, Mark Zuckerberg s'aplatit lamentablement devant le président élu Donald Trump».

Zuckerberg et les autres, Le Soir les appelle la «caste servile des techno-barons». Elon Musk, Peter Thiel, Jeff Bezos, etc. : Ils se prosterneront à l'investiture de Donald Trump. Tous ont contribué à financer la cérémonie, après avoir prêté allégeance au 47e président des Etats-Unis. Des techno-barons qui ont flairé l'air du temps, senti la nécessité de ne pas froisser Donald Trump. Certains par conviction, comme Elon Musk, d'autres plus par pragmatisme. Le Soir qui reprend cette expression et parle du «régime Mump», contraction de Musk et Trump, pour désigner cet attelage qui va diriger les Etats-Unis.

Les victimes «des avalanches de fake news nous rappellent à quel point le rôle d'une presse indépendante et pluraliste s'avère plus essentiel que jamais» estime encore Dorian de Meeus, comme d'autres confrères ce matin.



Elon Musk tente d'influencer le scrutin en Allemagne

Ce jeudi, Elon Musk va utiliser son propre média, X, pour diffuser une interview avec la patronne de l'extrême droite allemande (AfD) Alice Weidel.

Une exposition inespérée pour celle qui est candidate à la prochaine élection, souligne De Tijd, qui rappelle que l'AfD n'est pas un parti comme les autres. Au niveau européen, Marine Le Pen a rompu l'alliance avec la formation allemande d'extrême droite. Même le Vlaams Belang a pris ses distances, après qu'un responsable

de l'AfD a affirmé que pendant la Deuxième Guerre mondiale, tous les SS n'étaient pas des criminels.

L'AfD c'est un parti aux projets radicaux : l'Allemagne devrait quitter l'Union européenne, les sanctions contre la Russie devraient être immédiatement levées, et il faudrait expulser massivement les migrants. Accorder une telle exposition à un parti comme l'AfD n'est pas innocent. Mais pour De Tijd, l'enjeu ce n'est pas l'interdiction d'une telle interview, mais l'exigence de transparence de la part de la plateforme. Il faut demander à X d'être transparent sur l'algorithme utilisé. X qui se présente toujours comme une plateforme neutre où chacun peut exprimer son opinion, et non comme un éditeur qui organise lui-même l'actualité et en est responsable.

«Y voir une ingérence ne serait probablement pas excessif». Pourtant, nous dit L'Echo, «ne vous fatiguez pas à chercher une réaction vigoureuse de la Commission européenne, vous n'en trouverez point. Craignant un retour de bâton du Conseil, où l'extrême droite est désormais représentée avec l'Italienne Giorgia Meloni et le Hongrois Viktor Orbán, l'exécutif de l'Union fait profil bas».

Jusqu'où ira Donald Trump pour arriver à ses fins ?

Sa présidence n'a pas encore commencé, mais le message est clair. Donald Trump n'exclut pas une action militaire pour mettre la main sur les zones qui l'intéressent : le Groenland, le canal de Panama et le Canada.

C'est nouveau : désormais Donald Trump menace des membres de l'OTAN, souligne De Morgen. Le Groenland l'intéresse parce que la fonte des glaces libère l'accès à des minerais stratégiques et ouvre de nouvelles routes commerciales maritimes.

Quelle est la probabilité qu'il passe de la parole aux actes ? Le quotidien flamand a demandé leur avis à plusieurs experts. L'un d'eux souligne que Trump pense aujourd'hui pouvoir affronter le monde entier. Il est en pleine confiance, d'autant plus maintenant qu'il a une équipe de loyalistes autour de lui, qu'il a remporté le plus grand nombre de votes populaires, et qu'à la Cour suprême, six des neuf juges sont conservateurs. «Dans toutes les déclarations farfelues de Trump, il y a toujours un peu de vérité. Trump a tendance à d'abord crier très fort, pour voir ensuite ce qu'il peut en faire», ajoute l'expert.

Un autre observateur interrogé dans De Morgen a cette phrase : «Espérer le meilleur, se préparer au pire».

Par Aline Gonçalves
RTBF.be

Vol vers la Lune : «Comme à l'époque soviétique, la Russie veut apparaître comme une grande puissance spatiale»



Près de cinquante ans après son dernier essai, la Russie s'apprête à envoyer un engin spatial vers la Lune. Pour « Marianne », Isabelle Sourbes-Verger, directrice de recherche au CNRS spécialisée dans les politiques spatiales replace cet événement dans le contexte géopolitique lié à la conquête du satellite terrestre.

Assiste-t-on à un retour de la compétition spatiale dans le monde ?

L'agence spatiale russe Roscosmos a annoncé lancer, un engin vers la Lune : Luna 25. Le vol devrait durer entre « quatre jours et demi et cinq jours et demi », selon un communiqué. La dernière mission lunaire remonte à l'époque de l'URSS : il s'agissait de la sonde spatiale Luna 24, en 1976. Mais ce décollage survient au moment où d'autres puissances mondiales, comme les États-Unis et la Chine, multiplient les missions en vue d'alunissages. Isabelle Sourbes-Verger géographe, directrice de recherche au CNRS spécialisée dans les politiques spatiales et auteure de Géopolitique du monde spatial (Eyrolles) analyse les enjeux géopolitiques autour de la Lune.

Marianne : La Nasa, l'agence spatiale américaine, a indiqué « souhaiter le meilleur à la Russie » quelques jours avant le décollage de son engin, Luna 25,. Qu'en pensez-vous ?

Isabelle Sourbes-Verger : Je pense que la remarque de la Nasa est très sincère. Il ne faut pas oublier que la communauté spatiale est toujours ensemble dans la Station spatiale internationale (ISS). Là, vous avez des cosmonautes russes qui partent avec le vaisseau de Space X [entreprise américaine

spécialisée dans le vol spatial et propriété d'Elon Musk], et inversement des Américains qui redescendent par la Russie. Donc d'une certaine façon, l'interdépendance dans le spatial entre la Russie et les États-Unis existe. Les équipes se connaissent depuis très longtemps.

Mais vous savez, les scientifiques, même à l'époque de la guerre froide, se voyaient et discutaient de leurs projets et essayaient de faire une certaine complémentarité. Je ne dis pas que dans le monde spatial, tout est rose et qu'il n'y a pas de tensions. Mais en tout cas, sur l'exploration spatiale, l'idée prédominante est que le milieu est tellement hostile et qu'il y a tellement de choses à faire qu'on va essayer de passer au-dessus des contraintes terrestres, de la géopolitique terrestre.

C'est important de noter que la mission lunaire, si elle marche bien, apportera un surcroît de connaissances dont tout le monde bénéficiera. Maintenant, les choses ont quand même beaucoup changé : depuis 2020, on sait très bien que la Russie ne continuera pas cette coopération dans la Station spatiale internationale avec les États-Unis. Les deux pays ont définitivement divergé. La Russie a dit qu'elle allait travailler avec la Chine et les Américains vont continuer à travailler avec leurs alliés traditionnels avec un leadership total, ce qui n'est pas le cas avec l'ISS où les États-Unis sont quand même dépendants d'un certain nombre de technologies russes.

Peut-on dire qu'après le duel historique entre les États-Unis et l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide, c'est désormais la Chine qui s'oppose aux Américains ?

C'est très différent quand même. Pendant la guerre froide, quand l'exploration spatiale débute en 1957, on est vraiment dans une période de grande compétition politique mondiale. Pour les États-Unis et la Russie, c'est alors très important de montrer au travers du spatial que leur modèle politico-économique est le meilleur. Aujourd'hui, vous êtes dans un contexte différent. La Chine devient un compétiteur potentiel des États-Unis alors que ces derniers ont pris l'habitude depuis la disparition de l'Union soviétique d'être totalement incontesté. Mais ce n'est pour autant pas équivalent à la course à l'espace de la guerre froide. La différence aussi, c'est que les États-Unis ont une avance très importante par rapport à la Chine. Si vous comparez les missions que les Américains sont en train d'envisager sur la Lune, c'est d'abord beaucoup plus coûteux : on est de l'ordre de 10 milliards de dollars par an pour le programme Artemis [dont l'objectif est d'emmener un équipage sur le sol lunaire d'ici 2025]. C'est à peu près la totalité du budget spatial

chinois pour toutes ses activités.

Il y a une avance américaine assez incroyable. De plus, ils ont enfin réussi à créer un secteur commercial privé qui n'existe pas en Chine. On est dans une configuration totalement différente de l'époque de la guerre froide. La mission lunaire chinoise est importante. Ils sont en train d'acquérir de réelles compétences spatiales mais il n'y a pas de démonstration d'une supériorité comparable à celle qu'a pu être la marche sur la Lune d'un Américain.

Quels sont les enjeux de la conquête de la Lune ?

D'abord, il y a bien sûr des enjeux scientifiques : mieux connaître la formation de la Lune et son évolution. Du point de vue des Américains, ils disent qu'ils veulent retourner sur la Lune dans le but d'aller vers Mars. Ce n'est pas tout à fait exact, on ne va pas décoller de Lune pour aller vers Mars mais ce qu'ils veulent dire, c'est qu'ils vont essayer de mettre en place une vraie infrastructure de survie ou de vie, sur une autre planète que la Terre. Le programme américain est très ambitieux. On est en train de passer dans un écosystème lunaire auquel personne n'avait jamais pensé. Si ça marche, ils auront acquis une compétence unique pour une potentielle mission martienne. Et l'intérêt, c'est effectivement qu'une mission internationale se ferait forcément alors sous leadership américain.

Qu'en est-il de l'alliance entre la Russie et la Chine ?

Ce n'est pas un problème. Ils ont deux programmes parallèles sur lequel les deux États se sont entendus pour faire de la complémentarité. Chacun a ses missions. La Chine s'occupe du retour des échantillons de la face cachée de la Lune, la Russie a cette mission d'atterrissage au pôle Sud. Donc, c'est un affichage politique de partenariat.

D'autres pays avec un programme spatial ambitieux ?

Sur les acteurs, il y a donc bien sûr les États-Unis, avec derrière eux l'Europe, le Japon et le Canada. Et la Chine avec la Russie. Cette dernière veut, comme à l'époque soviétique, continuer à apparaître comme une grande puissance spatiale mais est, pour l'instant, plutôt sur des missions robotiques. Vous avez également l'Inde, qui a lancé sa sonde. Il y a aussi la Corée du Sud qui a lancé une mission il y a un an. Enfin, vous avez des également des missions privés, soutenues par les grandes agences.

**Propos recueillis par Yovan Simovic
Extrait de Marianne.**

A Mayotte, l'urgence est toujours d'actualité



Des Mahorais devant les ruines de bois et de tôles de leurs maisons, détruites par le cyclone Chido. Mayotte, le 15 décembre 2024. ©KWEZI-AFP

Une semaine après le passage du cyclone Chido sur Mayotte, le 101^e département français, une mission du Secours populaire s'est rendue sur place. Conduite par Christian Lampin, elle se composait d'un médecin du SPF, d'un responsable ayant déjà conduit une mission d'urgence après Irma et d'une personne ressource sur les questions de l'enfance. Rentrée le 27 décembre, nous avons recueilli le témoignage du chef de mission.

Trois semaines après le passage du cyclone Chido à Mayotte, quelle est la situation sur place? Comment vivent les Mahorais aujourd'hui?

Tout est difficile. Le cyclone n'a fait qu'aggraver une situation déjà extrêmement précaire. Avant cette catastrophe, de nombreux Mahorais n'avaient accès à l'eau qu'une fois par semaine. Aujourd'hui tout est compliqué pour la vie quotidienne, les déplacements sont quasi impossibles, l'essence manque cruellement. Il faut attendre 2 heures et demie pour obtenir un bidon d'essence, la nourriture manque et dans de nombreux endroits de l'île des sinistrés attendent encore de l'aide. Les dégâts matériels sont immenses et les problèmes de déblaiement se posent partout. Malgré les images de désolation, la vie semble néanmoins reprendre. On entend quotidiennement le bruit des marteaux des habitants qui reconstruisent des abris de fortune avec des matériaux récupérés ici et là. En effet, la saison des pluies approche et les habitants doivent se protéger. Une grande partie des personnes vivant dans les bidonvilles ont tout perdu et ceux qui ont la chance de vivre dans des structures en dur ont aussi été très impactés. La rencontre avec nos partenaires sur place nous fait craindre que les semaines et les mois à venir soient extrêmement compliqués.

Quels étaient les objectifs de cette première mission d'urgence à Mayotte?

Dans un premier temps, nous avons pu apporter une aide matérielle, avec des pompes à eau, des téléphones, des antennes satellites, des batteries solaires et des pastilles de purification d'eau. Ensuite, comme après chaque urgence, nous avons rencontré nos associations partenaires mahoraises ainsi que notre partenaire à la Réunion. Nos différents rendez-vous nous ont permis d'identifier certains besoins mis en lumière par l'association Horizon basée à Tsingoni et l'association AEJM (Association des étudiants et des jeunes de Mayotte) située à Dombéni. La première se mobilise essentiellement sur les problématiques liées à l'enfance, notamment l'accès à l'éducation. Sujet déjà problématique sur l'île car avant la catastrophe l'accueil des élèves ne se faisait que par demi-journée, les structures étant insuffisantes. Notre second partenaire, l'AEJM, qui agit auprès des étudiants, se propose de mettre en place des aides scolaires pour que les élèves puissent poursuivre au mieux leur scolarité, ceci en attendant que les écoles ouvrent à nouveau. L'autre volet de solidarité que nous allons mettre en place concerne l'accès à l'eau, à l'énergie et à l'alimentaire. Des bénévoles de l'association Horizon ont très vite su organiser des distributions par le biais de maraudes dans des quartiers très isolés. Une aide nécessaire et indispensable. Ces actions, nous allons les poursuivre tant que l'urgence sera d'actualité.

La situation sanitaire semble être extrêmement difficile. Avez-vous des projets sur ce volet?

Oui, nous allons aussi développer ce volet. Avec nous, nous avons une gynécologue à la retraite, membre de notre réseau des médecins du Secours populaire. L'idée est que nos deux associations partenaires, qui agissent sur la santé, l'un avec un véhicule de prévention santé et le second qui sensibilise sur les questions de sexualité, puissent poursuivre leurs activités. La question de l'accès aux soins est essentielle, notamment en cette période où les risques épidémiques sont importants. Les gravats, débris et ordures qui ne sont pas enlevés et qui parfois sont brûlés par les habitants eux-mêmes posent également des problèmes. Les risques sanitaires sont nombreux après une telle catastrophe. La consommation d'eaux polluées ou d'aliments avariés fait craindre l'émergence de maladies contagieuses. Ce sont des situations auxquelles il faut être attentif.

Vous étiez sur place durant une semaine. Les Mahorais que vous avez rencontrés sont dans quel état d'esprit?

Nous avons rencontré beaucoup d'hommes et de



femmes qui ont tout perdu mais qui ne perdent pas espoir. Une solidarité entre les gens s'organise, ceux qui le peuvent organisent des distributions de repas, ou des maraudes, comme les bénévoles de l'association Horizon. La vie semble reprendre son cours normal. Les maisons se reconstruisent, les enfants espèrent reprendre l'école. Nous avons rencontré un agriculteur

qui attend de pouvoir à nouveau cultiver son champ, même si pour l'instant il n'a plus de graines ni de semences. Je pense aussi que pour beaucoup la crainte soit d'être oublié, et lorsque j'ai quitté la mère du bénévole de l'association AEJM qui nous avait hébergés pendant notre séjour, elle m'a dit de faire passer ce message en métropole : « Il faut continuer à crier pour Mayotte. »

Une deuxième mission devrait partir bientôt. Pouvez-vous nous dire ce qu'elle sera son objectif ?

Elle devra poursuivre son action d'urgence auprès des sinistrés, mais aussi réfléchir au développement de notre logistique pour continuer à apporter une aide matérielle. En effet, plusieurs pistes sont possibles, acheter sur place, acheminer par containers des produits de la Réunion. Installer des lieux de stockages sécurisés est aussi une question qui se pose. Il faudra aussi permettre à nos associations partenaires de poursuivre leurs actions de solidarité comme les maraudes. Elle devra également organiser une rencontre entre des agriculteurs et nos partenaires pour que des actions sur ce volet se mettent également en place, et cela rapidement car la saison des pluies approche. L'ampleur de cette catastrophe, sur une île déjà fragilisée, implique une aide d'urgence sur du long terme. L'heure de la reconstruction n'est pas pour tout de suite malheureusement.

Mobilisation des bénévoles pour Mayotte

Comme toujours les bénévoles du Secours populaire ont immédiatement répondu à la détresse des Mahorais. Partout sur le terrain, des collectes aux troncs ont été organisées, comme dans les Yvelines, à Trappes et auprès des salariés de Bouygues à Guyancourt. Profitant de leur présence sur des mar-

chés de Noël, les enfants « Copain du Monde » de Fenouillet en Haute-Garonne ont collecté pour les victimes du cyclone Chido. Dans l'Orne, des troncs ont été déposés chez les commerçants. En Seine-et-Marne, le Secours populaire, en plus de ces actions de collectes dans les lieux publics, a aussi débloqué 5 000 euros de son fonds d'urgence. À Marseille, l'Olympique de Marseille a vendu aux enchères les maillots du match les opposant à Saint-Etienne fin décembre pour aider les Mahorais. Les fonds de la vente ayant été intégralement reversés au Secours populaire dans les Bouches-du-Rhône. Les jeunes de la fédération du Val-d'Oise se sont mobilisés avant les fêtes pour collecter à Saint-Ouen-L'Aumône.

Anne-Marie Cousin
Secours Populaire Français.

HISTOIRE

Ernest Burnelle

Le Cercle Louis Tayenne classe depuis deux décennies nos importantes archives. Parmi celles-ci figurent une grande quantité de photos de nos militants et de leurs activités. Une des dernières que nous avons scannée nous montre notre camarade Georges Glineur en compagnie d'Ernest Burnelle. Cela nous a incité à vous livrer la biographe de ce militant qui joua un rôle de tout premier plan dans l'histoire du PCB



Berlin 1956, Ernest Burnelle (au centre) en visite en RDA en compagnie de notre camarade Georges Glineur (à droite)

La mère d'Ernest Brunelle, Hélène Vincent, native de Paris, ménagère, est une femme de gauche. Son père Arthur Burnelle, né à Fexhe-Slins (aujourd'hui commune de Juprelle, pr. et arr. Liège) dans la région liégeoise, est un ouvrier armurier travaillant à son domicile. Il est de tendance anarchiste mais il

évoluera vers le socialisme puis le communisme. Il affronte les « forces de l'ordre » lors d'une manifestation pour le suffrage universel en 1911.

Ernest Burnelle grandit sur les hauteurs de Liège, dans le quartier Saint-Gilles, aux confins de Saint-Nicolas, parmi les enfants de mineurs et d'armuriers. Il reçoit une éducation athée. Diplômé instituteur par l'École normale Jonfosse de la ville de Liège à dix-neuf ans, il poursuit avec succès un régentat scientifique à l'École normale de l'État de Nivelles (aujourd'hui pr. Brabant wallon, arr. Nivelles). En autodidacte, il approfondit ses connaissances en mathématiques, étudie l'allemand, l'anglais, l'italien et le néerlandais et s'intéresse à la langue russe.

En 1930, à l'issue de son service militaire comme sous-officier d'artillerie, il devient instituteur puis professeur de mathématiques à l'Institut Jonfosse (école moyenne).

Adeptes d'une pédagogie et d'une politique progressistes, Ernest Burnelle participe aux formations de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement (ITE, liée à l'Internationale syndicale rouge), organisées en France en 1935, 1936 et 1937. Sur son terrain liégeois, influencé par Théo Dejace, il se lance dans le syndicalisme et devient, en 1937, président de la régionale liégeoise de la Centrale du personnel enseignant socialiste, organisation syndicale affiliée au Parti ouvrier belge (POB). Il devient secrétaire du Comité d'action du personnel enseignant liégeois et du Front commun syndical rassemblant divers syndicats sectoriels.

L'époque est au rapprochement des socialistes et des communistes. Les jeunes enseignants de gauche, comme Burnelle et Dejace, appuient la Jeune garde socialiste unifiée (JGSU), le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA) et le Rassemblement universel pour la Paix (RUP). Depuis le début des années 1930, Ernest Burnelle est un admirateur de l'URSS et de Julien Lahaut. En 1938, il adhère secrètement au Parti communiste belge (PCB), vu l'interdit pesant alors sur les fonctionnaires. En 1939, lors de la guerre de Finlande, il entraîne son organisation syndicale régionale à désavouer l'orientation anti-soviétique du POB.

Ernest Burnelle est mobilisé dès septembre 1939 et cantonné à Beez (aujourd'hui commune de, pr. et arr. Namur) près de Namur. Le 10 mai, son unité bat en retraite vers Narbonne (département de l'Aude, France) mais est rattrapée sur la Marne et capturée par l'armée allemande. Considérée comme flamande, elle est libérée à sa rentrée en Belgique sur le territoire de Beauraing (pr. Namur, arr. Dinant).

Ernest Burnelle revient chez lui et reprend son tra-

vail d'enseignant. Il milite dans la structure clandestine du PCB. En mars 1941, il reçoit la mission de publier *Liberté*, organe de la fédération liégeoise. Il fait partie, sous le pseudonyme de « Louis », de la direction du Front wallon pour l'indépendance du pays, prototype liégeois du Front de l'Indépendance (FI), et devient, pour un temps, rédacteur en chef de *La Meuse*, organe du FI. Il doit passer à la clandestinité. Faute de lui mettre la main dessus, les Allemands arrêtent son père. Commence alors pour Burnelle une vie de déplacements continuels qui se poursuit d'ailleurs après la Libération. Cadre communiste, résistant armé, on le retrouve, en juillet 1942, comme responsable de l'agitation et de la propagande au Borinage. En octobre 1943, il est transféré comme secrétaire politique à Charleroi. En octobre 1944, il devient responsable national de la propagande puis en février 1945, rédacteur en chef du *Drapeau rouge*.

Ernest Burnelle ne répond pas à l'invitation de la ville de Liège à reprendre son poste à l'école, choisissant ainsi de poursuivre sa carrière politique. Il est élu député de Liège et conseiller communal en 1946. Au Parlement, il utilise son expérience d'enseignant pour intervenir sur le budget de l'instruction. La même année, il entre au Comité central du PCB et devient secrétaire politique de sa fédération. Dès cette époque, son esprit critique déplaît à la direction nationale. Il est appelé à Bruxelles, en mai 1947, comme secrétaire national à la propagande puis rétrogradé à Liège comme secrétaire d'organisation en mai 1948. Burnelle redevient rédacteur en chef du *Drapeau rouge* en août 1949 mais est renvoyé en 1950 comme secrétaire politique à Liège. Une note de la commission de contrôle s'interroge d'ailleurs sur les causes de cette instabilité et souligne qu'en 1949, il s'est désolidarisé de la direction du PCB, estimant que la collaboration entre le Bureau politique et le Comité central est infructueuse. En 1950, lors d'une conversation privée qui sera rapportée, il déclare qu'au parti « on ne peut pas dire ce qu'on pense ». En 1949, il n'est pas réélu député. Il démissionne de son mandat communal et ne jouera plus de rôle politique au niveau local.

Après l'assassinat de Julien Lahaut en 1950, Ernest Burnelle apparaît, avec René Beelen, comme le principal dirigeant de la fédération liégeoise. Celle-ci entreprend une critique de la ligne du PCB jugée sectaire et coupée des masses. En 1952, après la défaite électorale communale de l'automne, Burnelle devient le porte-parole d'une opposition intérieure. Il est invité au Bureau politique à partir du 1er décembre. La session du Comité central de mai 1954 qui se tient après un nouvel échec aux élections législatives, est décisive. La ligne défendue par le Bureau politique est remise en cause. Burnelle est élu officiellement au Bureau politique avec quelques amis et entre au Secrétariat.

C'est l'équipe de Ernest Burnelle qui prépare le XI^e Congrès, un tournant dans l'histoire du PCB. Il se tient du 9 au 12 décembre 1954 à Vilvorde. Edgar Lalmand, secrétaire général, y présente le rapport du Comité central sortant. C'est un rapport autocritique rédigé dans la ligne impulsée par Ernest Burnelle. Ce dernier, élu secrétaire général, prononce le discours de clôture. Il apparaît bien comme le véritable numéro un du PCB. Ce n'est qu'en 1961 qu'il recevra le titre de président. Ce titre de caractère honorifique, à l'époque où Julien Lahaut l'avait porté, prend alors un caractère bien plus opérationnel.

La « période Burnelle » est caractérisée par une critique du sectarisme et des fautes du passé comme la substitution à l'objectif d'abdication de Léopold III du mot d'ordre « Vive la république ! » qu'il a pourtant assumé comme rédacteur en chef du Drapeau rouge en 1950, ou encore, comme l'obstination à refuser le compromis d'un service militaire de dix-huit mois après le succès du mouvement contre les vingt-quatre mois. La nouvelle ligne vise le contact avec les masses. Elle renoue avec les orientations de la période 1935-1939, l'aspiration à l'unité du mouvement ouvrier, l'investissement des militants communistes dans la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), le positionnement du PCB comme relais politique du mouvement syndical. C'est au cours de cette période que les concepts de dictature du prolétariat, de parti d'avant-garde sont retirés des statuts.

Le Congrès de Vilvorde a évité toute crispation sur la question de l'URSS. Le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS) de 1956 vient ébranler bien des convictions et ne soulève pas l'enthousiasme d'Ernest Burnelle. Il approuve l'intervention soviétique en Hongrie, au nom de la lutte contre les fascistes qui veulent reprendre le pouvoir dans ce pays. Dans ses discours, Burnelle établit un parallèle avec l'intervention franco-anglaise contre l'Égypte la même année, pour dire à l'Occident qu'il n'a pas de leçons à donner. Il apprécie finalement la politique de Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du PCUS, la coexistence pacifique et la conception d'un passage au socialisme en Europe occidentale par la voie parlementaire et une succession de réformes. En 1964, le renversement de Khrouchtchev inquiète le PCB. En 1965, il sera confronté au cas « Willems », un militant envoyé en formation avant-guerre, disparu dans un goulag, réhabilité et intégré à la société soviétique, mais dont le retour en Belgique pourrait être l'occasion d'une campagne anti-soviétique, ce que Burnelle ne souhaite pas.

Fin des années 1950 et début des années 1960, le PCB soutient le Front de libération nationale (FLN) algérien, le mouvement lumumbiste au Congo et la révolution cubaine avec une modération qui énerve parfois les jeunes communistes, plus pressés d'agir.

Le PCB s'oppose bien entendu à la guerre menée par les Américains au Vietnam. Il combat l'appartenance de la Belgique à l'Organisation du traité Nord Atlantique (OTAN) et se méfie du processus de construction d'une communauté européenne occidentale. Quand le Parti communiste chinois développe sa critique à l'égard du « révisionnisme soviétique », Ernest Burnelle apparaît comme solidaire de l'URSS et pourfendeur de la politique maoïste. A l'époque du « printemps de Prague », il évoque la nécessité de démocratiser le socialisme mais insiste sur la souhaitable unité du mouvement communiste international et sur l'alliance nécessaire entre la Tchécoslovaquie et l'URSS. Nul ne sait comment il aurait réagi à l'intervention militaire survenue quelques jours après son décès.

Sur le plan de la politique intérieure, les élections de 1958 montrent que la nouvelle ligne n'a pas inversé la tendance. Il faut attendre celles de 1961 et surtout les élections communales de 1964 et les législatives de 1965 pour voir une embellie. Ernest Burnelle redevient député de Liège.

Le PCB récolte les fruits de son rôle dans les grèves de 1960-1961 et d'un autre ajustement de ligne. En effet, Ernest Burnelle renoue avec l'objectif d'une Belgique fédérale qui est le sien dès la veille de la guerre et qui a été abandonné au début des années 1950. Il n'oublie jamais son engagement wallon. Il partage les vues de Julien Lahaut sur l'autonomie wallonne et participe au Congrès national wallon de Bruxelles en 1948. Il est parfaitement à l'aise dans le Mouvement populaire wallon (MPW) et impulse la participation des communistes à la pétition de masse pour un référendum d'initiative populaire. Le PCB mène campagne pour le fédéralisme et les réformes de structures anticapitalistes. Burnelle est le porte-parole de la gauche syndicale wallonne. Il aspire à une nouvelle Belgique, fondée sur trois régions et non sur une séparation communautaire.

Alors que le PCB progresse en électeurs et en nombre de membres, la scission du mouvement communiste international a des retombées en Belgique. Autour de Jacques Grippa, figure importante de la Résistance, un courant prochinois se constitue. Il critique le révisionnisme du PCB et son abandon du marxisme-léninisme. Les tensions internes deviennent vives et se terminent par des exclusions au Congrès de 1963. Ernest Burnelle ne pratique pas le compromis. Pour lui, l'appel à l'unité du mouvement communiste international est une invitation à isoler la Chine. La scission reste marginale mais gêne le PCB en cette période de redressement. La direction groupée autour de Burnelle subit ensuite la fronde de René Noël, autre résistant de grande stature, qui s'appuie sur la fédération du Borinage (pr. Hainaut) et critique un rapprochement trop complaisant à ses yeux avec la FGTB et le Parti socialiste belge (PSB).

Il prépare à Cuesmes (aujourd'hui commune de Mons, pr. Hainaut, arr. Mons), une alliance avec des chrétiens progressistes, l'expérience de l'Union démocratique et progressiste (UDP) est en marche.

La vision d'avenir d'Ernest Burnelle repose sur l'espoir d'une radicalisation de l'Action commune socialiste, d'une croissance parallèle du PSB et du PCB, d'une consolidation du front commun syndical avec la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) et du détachement des démocrates-chrétiens liés au Mouvement ouvrier chrétien (MOC), de la droite du Parti social-chrétien (PSC).

Pour le PCB, 1965 marque une apogée. Les années suivantes voient un reflux du nombre de membres. En 1966, Le Drapeau rouge cesse sa parution quotidienne et devient un hebdomadaire. Ernest Burnelle s'inquiète du manque d'activités des cellules d'entreprise, du manque d'initiatives et d'unité intérieure, des hésitations et de la démotivation des militants. Il faut dire que le PSB se redresse et que le Rassemblement wallon est devenu un concurrent sérieux. En 1966, René Beelen, vice-président du PCB, et principal dirigeant liégeois, décède laissant un vide que sa fédération ne peut combler.

Ernest Burnelle est réélu député en mars 1968. En juin, il est frappé par une hémorragie cérébrale, en plein discours, dans son quartier d'origine, lors d'un colloque des mouvements wallons. Il a gardé un domicile à Liège et est affilié à une cellule locale, même s'il réside à Ixelles chez sa compagne, Lucienne, dite Lucette, Bouffieux, avocate, veuve d'un prisonnier politique, elle-même résistante, militante communiste depuis 1936. En raison de cet éloignement de sa cité, Burnelle n'a plus souhaité faire partie du conseil communal.

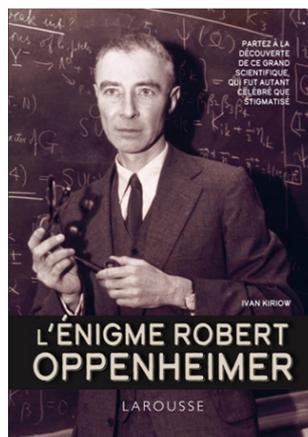
Le 6 août, Ernest Burnelle décède sans être sorti du coma. La participation massive à ses funérailles montre son ancrage dans le mouvement ouvrier. Les discours de circonstance sont prononcés par l'ambassadeur d'URSS, un représentant du Parti communiste français, Frans Van den Branden au nom de l'aile flamande du PCB, et Marc Drumaux, vice-président et successeur d'Ernest Burnelle à la tête du PCB. Tour à tour, ils saluent la mémoire d'un ami indéfectible de l'URSS, d'un Wallon qui comprend les Flamands, de celui qui a vaincu le sectarisme et le dogmatisme et lutte pour le socialisme et la démocratie. Au cimetière liégeois de Robermont (Liège), Rodolphe Gillet, au nom du Front de l'indépendance, rend hommage au résistant.

Jules Prlot
Extrait de Maitron

LECTURE

Un essai biographique détaillé et précis.

L'énigme Robert Oppenheimer – Ivan Kiriow



L'Enigme Robert Oppenheimer, écrit par Ivan Kiriow, journaliste scientifique et auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation chez Larousse : Pasteur, Le Zapping des sciences, Dans le secret des mathématiques... Cet essai biographique propose de suivre Julius Robert Oppenheimer, premier né d'un couple juif originaire Kid'Allemagne, de son enfance et adoles-

cence tourmentées à ses dernières années de vie, en passant par ses études auprès de l'élite scientifique européenne et américaine, et sa carrière de grand physicien spécialiste de l'atome, destiné à devenir le Directeur scientifique du Projet Manhattan.

Ivan Kiriow propose de nombreuses anecdotes, souvent amenées avec humour, et il n'hésite pas à nuancer le portrait élogieux auquel on pourrait s'attendre de cet homme érudit, aussi talentueux dans les sciences qu'en philosophie, littérature et langues étrangères. Génie de la physique théorique mais médiocre praticien, Oppenheimer est présenté comme un homme énigmatique, aux multiples facettes, aussi intelligent que maladroit dans son rapport aux autres. Il se révèle au départ un piètre enseignant – avant d'être par la suite adulé par ses étudiants – affiche parfois une suffisance très désagréable, et réussit à se mettre à dos bon nombre de personnalités importantes, jusqu'au Président Harry S. Truman lui-même.

L'essai suit son évolution de manière chronologique, s'attardant sur le moindre détail de sa vie et de sa carrière, et opérant un ralentissement notable au moment d'aborder ses travaux sur la première bombe atomique. C'est dans le laboratoire de Los Alamos, au Nouveau-Mexique, centralisant dans le plus grand secret le travail expérimental et la recherche théorique, que se produit sous la direction d'Oppenheimer le premier essai nucléaire, Trinity, le 16 juillet 1945. Il est rapidement suivi par la création de Little Boy et Fat Man, les deux

premières bombes atomiques lancées en août 1945 contre les villes d'Hiroshima et Nagasaki. S'en suit une ultime période de disgrâce pour le scientifique, marquée par la Guerre Froide et le maccarthysme, durant laquelle il fait l'objet d'un procès en 1954. On lui reproche, en effet, ses sympathies communistes d'avant-guerre et son opposition à la construction de la bombe H.

A la découverte d'un personnage fascinant et complexe.

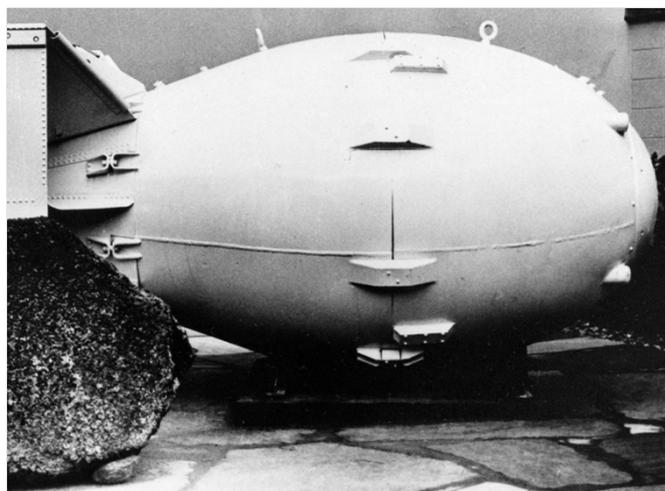
En neuf chapitres, allant de son enfance dorée à ses années de disgrâce, Ivan Kiriow dresse le portrait d'un personnage étonnant, souvent charismatique et parfois détestable. Véritable esthète et homme érudit, il démontre dès son plus jeune âge une soif de connaissances insatiable et, malgré une santé fragile, une détermination à toute épreuve. L'auteur nous apprend ainsi qu'à son entrée à la prestigieuse Université de Harvard, Massachusetts (à ne pas confondre avec l'université de Grande Bretagne où il étudiera plus tard), Oppenheimer écrit une lettre au département de physique d'Edwin C. Kemble pour lui demander l'autorisation de suivre son cours de thermodynamique avancée, normalement réservé aux doctorants. Cette demande lui est effectivement accordée, notamment grâce à la très longue bibliographie jointe à sa requête, contenant tous les livres qu'il prétend avoir déjà lus sur le sujet. Le jeune étudiant peine cependant à entretenir des rapports apaisés avec les autres et, avec son caractère difficile, il suscite tantôt de la jalousie, tantôt de l'incompréhension.

Ivan Kiriow s'attarde autant sur la carrière et les réalisations du scientifique que sur sa personnalité indéchiffrable et pleine de contrastes : on apprend ainsi qu'il ne s'est intéressé à la politique que sur le tard, mais est devenu par la suite un intellectuel engagé, qu'il a connu des crises psychiques graves, l'amenant à être dangereux pour ses proches, ou encore que sa position sur l'utilisation de la bombe atomique est plus qu'ambiguë. Il a en effet appuyé la position dure des militaires, désireux de frapper sans pitié et sans discernement Hiroshima et Nagasaki, mais a ensuite utilisé son influence et sa position de héros national pour promouvoir l'idée d'un contrôle international de l'énergie nucléaire et de l'interdiction pure et simple de l'arme atomique.

Cette étude à la fois biographique et psychologique proposée par l'auteur est tout simplement passionnante et, bien qu'il ne donne pas l'impression de romancer l'histoire d'Oppenheimer, ce dernier apparaît par instants comme un véritable héros de fiction, tant son parcours et sa personnalité semblent hors du commun. Ivan Kiriow laisse d'ailleurs entrevoir entre les pages son attachement au personnage qu'il surnomme affectueusement « Oppie ».

Une écriture fluide et immersive sur un sujet ardu.

On l'a dit précédemment, *L'Enigme Robert Oppenheimer* est un essai qui se lit avec le même attrait qu'un roman. L'écriture est fluide, élégante, et le découpage en chapitres et en sous-chapitres segmente la lecture pour la rendre encore plus commode et captivante. Loin d'être austère ou rébarbatif, le récit biographique écrit par Ivan Kiriow présente la vie d'Oppenheimer avec précision mais entrain, décrivant les rebondissements de ce destin incroyable comme autant de péripéties dans un livre d'aventures.



Par ailleurs, en se frottant à la carrière d'une personnalité aussi éminente, l'auteur prend le risque de confronter son lecteur à des notions trop complexes ou ardues à comprendre. Avec pédagogie, il parvient pourtant à vulgariser quelques notions de physique telles que le modèle de Rutherford, la physique quantique ou les recherches de Niels Bohr, de Planck et d'Einstein, fondamentales pour appréhender le travail ultérieur d'Oppenheimer et de ses collègues au laboratoire de Los Alamos. Bien sûr, certains éléments demeurent un peu abstraits ou obscurs, mais l'essentiel est explicité, donnant à tous l'impression de toucher du doigt le sens de ces différents travaux. Pour couronner le tout, l'ouvrage offre un confort de lecture appréciable, avec son papier épais, son découpage clair et ses nombreuses photographies en noir et blanc, représentant Oppenheimer à différents moments de sa vie et de sa carrière, ainsi que certains de ses collègues. Le livre propose également toute une série de clichés du premier essai nucléaire de juillet 1945, dans la zone désertique de Jornada del Muerto au Nouveau-Mexique, avec son champignon particulièrement reconnaissable. Seul bémol : l'absence de bibliographie finale qui, vu le travail fourni, aurait été la bienvenue.

L'Enigme Robert Oppenheimer est donc un essai captivant et instructif, permettant d'appréhender dans

les moindres détails la vie et la carrière de ce scientifique de renom. En rendant accessibles les aspects techniques de ses recherches et en décrivant de manière palpitante les différentes étapes de sa vie, Ivan Kiriow offre au lecteur le portrait d'un homme complexe et fascinant, dont les recherches ont marqué durablement et profondément l'histoire et les relations internationales.

Écrit par Lucie Lesourd

Les billets de l'Humatine

Les déclarations de Trump

Si on était tombé il y a quelques années sur un roman de SF racontant l'histoire d'un président des États-Unis voulant annexer le Canada, mettre la main sur le Canal de Panama ou s'emparer du Groenland tout en renommant le golfe du Mexique, quitte à recourir à la force, on aurait parcouru le récit, sourire en coin, saluant l'inventivité de l'auteur cherchant à montrer par l'absurde les ravages de l'impérialisme à tous crins. Las, si Donald Trump a habitué le monde à ses déclarations chocs, avec le républicain la réalité n'en finit plus de rattraper la fiction.

Après avoir nommé un antivax à la Santé, une anti-ONU aux Nations unies, ou encore avoir chargé l'homme le plus riche du monde de démanteler l'État pour mieux servir les intérêts capitalistes, celui qui occupera la Maison blanche dès le 20 janvier a bel et bien affirmé sa volonté de transformer le Canada en « 51e État » de son pays. Assuré qu'« on ne sait même pas si le Danemark a des droits légaux (sur le Groenland), mais, (que) s'il en a, il doit les abandonner », parce que les États-Unis en ont « besoin pour une question de sécurité nationale ». Et menacé, si les taxes ne sont pas revues à la baisse, d'exiger « que le canal de Pana-

ma (leur) soit restitué, en totalité, et sans discuter ».

À la clé des ressources économiques sur lesquelles il lorgne sans vergogne, tout en appuyant sur le champignon de la guerre commerciale avec la Chine ou en exhortant les autres pays de l'Otan à passer à la caisse à hauteur de 5 % de leur PIB. « Make America Great Again » vaut aussi à l'extérieur des frontières pour le camp trumpiste qui rêve d'imposer sa loi de la jungle à tous et à son seul profit.

Julia Hamlaoui,
cheffe de service de L'Humatine

Le Pen s'en est allé.



Emmanuel Macron s'en remet au « jugement de l'Histoire », François Bayrou évoque « au-delà des polémiques (...) une figure de la vie politique française ». Les réactions du président de la République et du premier ministre à la mort de Jean-Marie le Pen ont beau avoir été jugées équilibrées sur certains plateaux télé ou radio, elles participent en réalité

d'une forme de réhabilitation de celui qui a créé le FN avec des SS. La justice a déjà jugé. Et elle a condamné, non pas une fois mais à de multiples reprises. De la torture infligée aux Algériens au « détail de l'histoire » ... Ces saillies racistes, antisémites, négationnistes, colonialistes - et on en passe - ne relèvent en rien de la simple « polémique » mais bien d'idées profondément ancrées et âprement défendues par le fondateur d'une PME familiale de la haine qui ne s'éteint pas avec lui.

Si le patriarche s'en est allé, ses héritiers restent malgré le ripolinage de façade du RN. Les très nombreux candidats épinglés pour leurs déclarations racistes, sexistes, ou encore homophobes lors des dernières législatives en témoignent. Tout comme les vibrants hommages livrés hier par l'extrême droite. « Il a toujours servi la France, défendu son identité et sa souveraineté », s'est ainsi ému le président du RN Jordan Bardella qui, en novembre 2023, ne voyait pas en quoi Jean-Marie Le Pen pouvait bien être antisémite, avant de devoir rétro-pédaler face au tollé. Bref, le combat plus que jamais continu.

Julia Hamlaoui

